Enquête sur la mort d’Éric de Putter : le point sur les actions du Défap



Éric de Putter © Défap

↑ **Juillet 2014**	Action entreprise en **France**	Rendez-vous pris au ministère de la Justice pour le 23 juillet.
↑ **Juin 2014**	Action entreprise en **France**	Nouveau contact avec le ministère des Affaires étrangères et européennes et relance du député André Schneider.
↑ **Janvier 2014**	Action entreprise en **France**	Contact avec André Schneider, président du groupe parlementaire France-Cameroun qui prévoit un voyage en mai et assure alors qu'il 'en parlera' avec ses homologues.
↑ **Octobre 2013**	Action entreprise en **France**	Contact avec le ministère des Affaires étrangères et européennes pour obtenir des éclaircissements sur l'affaire.
↑ **Octobre 2013**	Action entreprise en **France**	Contact avec Madame Kalliopi Ango Ela, sénatrice des Français établis hors de France. Celle-ci interroge le ministère des Affaires étrangères, qui confirme la commission rogatoire internationale du 12 octobre 2012, les relances auprès du Cameroun, et une demande d'audience au Président Bya…
↑ **Octobre 2013**	Action entreprise en **France**	Contact avec Madame Christine Robichon, nouvel Ambassadeur de France au Cameroun.
↑ **Mai 2013**	Action entreprise au **Cameroun**	Tentative de rencontre avec le Président de l'Église évangélique du Cameroun pour lui demander son appui. En son absence, rencontre avec le vice-président, le pasteur Priso.
↑ **Mai 2013**	Action entreprise au **Cameroun**	Nouvelle visite au ministre de la Justice camerounais pour lui dire que l'enquête n'avance pas et que ni l'épouse d'Éric de Putter en France, ni ses collègues à l'Université n'ont été entendus depuis qu'en août 2012 le recteur et la secrétaire académique l'avaient été, avant même que le doyen soit arrêté sans interrogatoire. Le ministre nous informe alors qu'une commission rogatoire internationale a été lancée par le Cameroun pour que l'épouse d'Éric de Putter soit entendue par la justice française.
↑ **Mai 2013**	Action entreprise au **Cameroun**	Rencontre avec Bruno Gain, ambassadeur de France qui nous informe que la justice française a lancé une commission rogatoire internationale auprès de la justice camerounaise pour avoir communication du dossier. Il nous indique par ailleurs que le ministre de la Justice camerounais lui a demandé d'en faire préciser les termes.
↑ **Août 2012**	Action entreprise au **Cameroun**	Visite à Yaoundé, au ministre de la Justice, pour lui faire part de l'attention du protestantisme français quant à l'avancement de l'enquête.